
CAT RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES - JOURNÉE OPEN ACCESS - 9 FÉVRIER 2004

Accueil par Monsieur Willy Legros, Recteur de l'Université de Liège

Madame, Mademoiselle,
Monsieur,
Cher(e) Collègue,

L'université est en pleine mutation. Demain plus encore qu'aujourd'hui, pour survivre dans un environnement qui se mondialise, les universités devront sans cesse faire la preuve de leur excellence sur chacun des trois axes fondamentaux qui les fondent : la recherche, l'enseignement et la citoyenneté. Or, il est évident que les publications scientifiques jouent un rôle capital sur chacun de ces axes.

De nos jours, il n'est plus concevable d'imaginer le développement d'une recherche scientifique isolée. Le processus de recherche est mondialisé : chaque équipe s'appuie sur les avancées d'autres équipes pour tenter de faire un pas supplémentaire. Le partage de l'information, c'est-à-dire la publication scientifique joue dès lors un rôle essentiel et irremplaçable dans la construction de ce tissu de connaissances. Les publications sont à la fois la matière première et le produit fini de la recherche scientifique.

En ce qui concerne son rôle d'enseignement, ce qui distingue l'enseignement universitaire de tout autre, c'est la volonté de le fonder sur les avancées scientifiques les plus récentes. Bien au-delà de la simple transmission de connaissances assurées et finies, il amène le jeune à entrer progressivement en contact avec l'état de la recherche, avec ses questions, ses contradictions, ses doutes et ses ignorances. Un tel enseignement, non seulement le conduira à devenir un spécialiste affirmé de sa discipline, mais surtout l'amènera à développer un regard critique sur ses propres connaissances, à les considérer sans cesse comme inachevées et nécessitant une perpétuelle évolution. Pour alimenter une formation à ce niveau, l'enseignant doit non seulement poursuivre des recherches personnelles au plus haut niveau, mais également, et c'est intimement lié, mettre l'étudiant en contact direct avec la littérature scientifique internationale.

Enfin, dans son rôle citoyen, l'Université tente d'apporter des réponses aux questions que se pose la société, que ces questions soient de type technologique, économique ou sociétal. Or le crédit que la société accorde à ces réponses est basé sur le fait que celles-ci découlent de connaissances scientifiques issues de la recherche et qu'elles sont suffisamment avérées et partagées par le monde scientifique. Là aussi donc, c'est la publication scientifique qui sous-tend le processus.

Les publications scientifiques sont donc au cœur même du travail universitaire. Pendant longtemps, ces publications sont restées entièrement dans les mains des scientifiques sans qu'aucun intermédiaire n'intervienne dans le processus. Depuis toujours, ce sont eux qui écrivent les articles, en font le " reviewing " et en assurent par là la qualité, ce sont eux aussi qui achètent les revues et les lisent.

Cependant, au fil du temps, estimant que cela sort de leur " core business ", ils ont peu à peu abandonné à des commerciaux un élément essentiel du processus : la publication. Si certaines maisons d'édition sont restées fidèles au principe de diffusion à faible prix des publications scientifiques, d'autres ont rapidement compris tout le profit qu'elles pouvaient tirer de ce qui devenait dès lors un " marché ". Qui plus est, ce marché s'avérait être un marché captif, puisque la règle de la concurrence y joue très peu : un " client " insatisfait par la politique commerciale d'un éditeur n'a que très peu de marge de manœuvre. Les titres n'étant pas équivalents : il ne peut aisément supprimer son abonnement pour le remplacer par un autre !

La mécanique était en route, renforcée encore par l'effet indirect du calcul des facteurs d'impact qui imposait les " fondamentaux " : ces revues dont le facteur d'impact est tel qu'elles sont incontournables pour toute université qui se respecte, quel qu'en soit le prix ! Ces revues essentielles deviennent alors rapidement la cible des éditeurs commerciaux et on assiste à un mouvement de

concentration des titres aux mains d'éditeurs sans cesse plus puissants. On est au début des années 90.

De plus, ces maisons d'édition ont habilement joué avec la distribution des rôles dans les universités : les chercheurs qui consultent les revues n'ont bien souvent aucune connaissance de l'évolution de leur coût puisque leur acquisition en est faite sur les budgets des bibliothèques. Tel titre leur est indispensable pour poursuivre leurs recherches. Ils estiment donc essentiel que leur université leur en donne l'accès, sans se préoccuper du prix.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les titres de très nombreux périodiques ont subi pendant des années une inflation annuelle dite "à deux chiffres" c'est-à-dire supérieure à 10, voire 15 % l'an en moyenne, pour atteindre dans certains cas, des sommets invraisemblables (certaines revues ont un coût annuel qui dépasse les 10 000 € ! Plus de 400 000 Fb pour une seule revue !). Bien entendu, en touchant en priorité les secteurs les plus "rentables" : les sciences et techniques et les sciences de la vie.

Un secteur non rentable au départ devient alors un marché extrêmement lucratif, où l'intérêt de la communauté scientifique passe largement après les intérêts commerciaux de quelques maisons sans scrupules. Ainsi, Reed Elsevier, selon les années, annonce des bénéfices de l'ordre de 30 à 40 % avec un chiffre d'affaire qui, en 2002, approche les 8 milliards d'euros !

Les universités prises au dépourvu, ont tenté de suivre en augmentant leurs budgets de bibliothèque. Ainsi, aux Etats-Unis et au Canada, on considère généralement qu'aujourd'hui, chaque université doit consacrer 4 à 5 millions de dollars par an pour l'achat des périodiques dont elle a besoin !

C'est également ce qu'a tenté de faire pendant des années l'Université de Liège, à une toute autre échelle bien sûr, dans la mesure de ses moyens. Mais la pente d'augmentation des budgets ne pouvait suivre celle de l'évolution des coûts. Malgré les efforts de l'Université, l'explosion des prix est telle que les bibliothèques sont quand même obligées de réaliser d'année en année, des coupes de plus en plus sombres et douloureuses dans leurs acquisitions. Dans certains cas, cela a permis d'assainir certaines situations, c'est cer-

tain. Malheureusement cela a aussi amené des équipes de recherche à ne plus disposer d'une part non négligeable de la littérature scientifique dont elles avaient besoin, ce qui les a placés dans des positions particulièrement difficiles pour conserver leur niveau d'excellence vis-à-vis d'autres équipes de recherche.

Une autre réaction des universités a été de s'associer en consortium pour négocier des conditions financières plus avantageuses avec les maisons d'édition commerciales. Mais c'est tresser la corde pour se pendre. Si dans un premier temps l'offre de ces maisons commerciales est alléchante, il est clair que ce qui les intéresse au travers cette opération, c'est de lier plus fermement encore le client, en lui interdisant toute suppression de titre, garantissant ainsi un profit suffisant à leurs actionnaires. Une fois le consortium signé, il devient extrêmement difficile de s'en dégager et de reprendre son autonomie. Si globalement le nombre de titres accessibles est augmenté, le coût total de l'opération augmente lui aussi. A terme, il n'y a donc pas d'économie réelle à attendre de ces consortiums. Dans un domaine où la concurrence entre les titres de périodiques est faible, il n'y a aucune raison pour une maison d'édition de perdre de l'argent en proposant aux universités qui se regroupent des conditions réellement plus avantageuses.

De plus, enfermées dans ce cercle infernal, les bibliothèques ont souvent été obligées, pour pouvoir poursuivre les abonnements à ces revues dites "essentiels" passées aux mains des ces commerciaux, de supprimer d'excellentes revues diffusées par des sociétés savantes proposant pourtant des conditions financières équitables. En conséquence, nombre de ces maisons ont été amenées à disparaître ou à se vendre au loup !

Si rien ne change, seules ne seront pas éliminées de la course à l'excellence, les universités les plus riches, capables de mobiliser des moyens financiers gigantesques pour permettre à leurs chercheurs d'accéder à la documentation dont ils ont besoin pour faire simplement leur travail de chercheur. Toutes les autres deviendront des universités de seconde zone ayant perdu le contact avec la recherche et se contentant d'enseigner des connaissances éculées.

C'est dans ce contexte et face à cet enjeu que de plus en plus de voix se sont élevées de par le monde, dans les bibliothèques et parmi les scien-

tifiques, pour tenter de casser ce modèle et en créer un nouveau : celui de l'accès ouvert aux connaissances scientifiques : l'Open Access.

Il faut être clair : il ne s'agit pas de s'attaquer aux éditeurs qui jouent un jeu équitable, car ceux-ci garderont un rôle inestimable par la qualité de leur travail. Mais il s'agit de mettre en place un modèle innovant qui permette au chercheur de se réapproprier la publication scientifique. Il s'agit de rendre à la publication scientifique son rôle premier : celui de diffusion la plus large possible des nouvelles connaissances, sans frontière financière.

Ne nous y trompons pas, il s'agit là d'un véritable nouveau paradigme à mettre en place. Un paradigme qui transforme les habitudes et les manières de faire de chacun. Ce mouvement ne se fera pas d'un coup : au contraire, il prendra du temps. Il est encore loin le moment où "*tout sera gratuit sur Internet*". Ce n'est d'ailleurs peut-être pas l'objectif. Pendant tout ce temps, les deux modèles coexisteront sans qu'il soit possible de tirer un trait sur l'ancien. Il faudra créer le nouveau tout en continuant à assumer l'ancien.

Ce changement de paradigme se fera à des rythmes différents selon les disciplines : certaines sont déjà bien avancées dans ce domaine, d'autres commencent seulement à prendre conscience du problème. Il y aura sans doute des voies sans issue, peut-être quelques retours en arrière, mais le mouvement est lancé. Il est irréductible.

L'Université de Liège a choisi de refuser d'avoir une attitude attentiste et frileuse dans ce domaine. Au contraire, elle veut prendre ses responsabilités et jouer, à son niveau, un rôle moteur. Nous devons participer au changement et même, le provoquer. Bien sûr, un tel changement ne pourra porter ses fruits que s'il est partagé au niveau international, mais de plus en plus de signes nous encouragent dans cette voie : qu'il s'agisse du dé-

veloppement de l'Open Archive Initiative, du développement de SPARC, de l'apparition de Bio-med Central, de l'initiative de Budapest ou de la déclaration de Berlin...

Pour s'engager dans cette direction, l'Université de Liège a déjà pris une série d'initiatives, dont celle d'intervenir auprès des organismes de financement de la recherche pour mieux faire reconnaître ce type de publication. Elle continuera dans cette direction. D'autres initiatives ont été prises par le réseau des bibliothèques, telle que la mise en place d'un serveur institutionnel de publications (dans le cadre du projet Bictel et E-prints de la BICFB) ou encore la prise d'un abonnement institutionnel à BioMed Central, ce qui constitue l'occasion de la présente journée.

Aussi, c'est pour moi un véritable plaisir de vous accueillir dans le cadre de cette après-midi organisée par le réseau des bibliothèques, pour prendre le temps de réfléchir ensemble à ces publications alternatives, en saisir les enjeux, découvrir les pistes concrètes qui s'offrent au chercheur et s'interroger sur les craintes légitimes qui naissent en nous. Je suis également ravi d'accueillir les collègues des autres universités qui ont fait le chemin de Liège aujourd'hui et que je salue chaleureusement. J'en suis convaincu, ils ne quitteront pas notre Université sans avoir tiré profit des réflexions de cette après-midi et pourront répercuter le message dans leurs propres institutions. Dans ce domaine comme en physique nucléaire, l'effet dévastateur se déclenche dès qu'on atteint une masse critique.

Enfin, je remercie déjà Madame Martens de BioMed central et Messieurs Dekeyser de SPARC Europe et Feyereisen d'Objectif recherche pour leur contribution aux travaux de cette après-midi. Que ces quelques éclairages nourrissent la réflexion et le débat et permettent à l'Université de Liège de faire une avancée significative dans le monde de l'Open Access.

* * *